

M. Broadbent: Quand, sous prétexte de défendre la démocratie et la tenue d'élections libres, on appuie un gouvernement qui refuse de négocier, un gouvernement qui attise la guerre, cela signifie en toute logique qu'on est en faveur d'un règlement de la guerre civile par la violence. Je signale au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que les Canadiens sont partisans d'une solution pacifique. Ils ne veulent rien savoir d'un gouvernement qui approuve, de quelque façon que ce soit, le recours à la force pour résoudre le problème terrible qui existe dans ce pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Avant d'aborder la question des mesures bien précises que le gouvernement devrait et pourrait prendre, je voudrais insister sur un autre point qui découle de ce que j'ai dit jusqu'ici. S'il importe d'amener le gouvernement Duarte à changer de position et d'obtenir qu'il accepte de négocier et de mettre fin à cette tuerie, il faut avant tout persuader les États-Unis de modifier leur ligne de conduite à l'égard du Salvador.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Tant que les États-Unis appuieront militairement la junte, celle-ci continuera à rechercher une solution militaire. Ce n'est pas en renforçant la junte au plan militaire que nous favoriserons la souplesse. La seule façon d'obtenir que la junte et l'armée négocient est de les priver d'une partie de leurs armes, d'une partie de leurs moyens de destruction. Cela est fondamental. Les États-Unis sont impliqués et nous devons faire tout en notre pouvoir, en tant que pays, pour faire changer la politique américaine.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je voudrais maintenant faire six propositions dont le gouvernement, je crois, devrait non seulement tenir compte, mais qu'il devrait surtout mettre en œuvre. Premièrement, le gouvernement du Canada devrait publiquement offrir de jouer le rôle de médiateur au Salvador. Si j'en juge d'après les discussions que j'ai eues dans une demi-douzaine d'États de cette région, je puis vous assurer qu'un tel geste de la part du Canada jouirait d'un très grand appui.

Deuxièmement, le gouvernement ne doit pas tarder à se prononcer en faveur des négociations pour démontrer qu'il est digne de foi et sincère en proposant d'agir comme médiateur. Encore une fois, le premier ministre du Canada et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures devraient faire preuve d'initiative en faisant des déclarations de cette nature.

● (1600)

Troisièmement, le Canada devrait activement rechercher d'autres médiateurs éventuels en Amérique centrale. Je sais que parmi les États que j'ai visités il y en a qui seraient prêts à participer à un tel effort de médiation. Je sais également que l'ensemble des gouvernements avec lesquels je me suis mis en rapport malgré toutes leurs divergences idéologiques, souhaite un règlement négocié. Ils veulent mettre un terme à la violence.

Quatrièmement, le Canada doit encourager des organismes internationaux comme les Nations Unies à jouer un rôle

Relations internationales

important dans la recherche d'un appui international en faveur d'un règlement négocié.

Cinquièmement, le Canada doit promouvoir l'établissement d'un consortium multinational de donateurs éventuels afin de mettre sur pied un fonds de reconstruction dont l'intervention serait assujettie au règlement rapide du conflit par des moyens diplomatiques. Ce pays connaît de graves problèmes économiques et quelle que soit l'issue de la guerre civile nous devons faire notre part pour fournir une certaine aide financière à ces populations.

Ma dernière observation, la sixième mais assurément pas la moindre, c'est que le Canada devrait se joindre à tous les États d'Amérique centrale, aux pays européens et aux nombreux États du tiers monde qui favorisent la négociation d'un accord, pour réclamer que les États-Unis cessent d'approvisionner en armes la junte salvadorienne. Pareille initiative s'impose à tout prix pour obtenir le règlement pacifique de ce conflit.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Il pourra cependant poursuivre son intervention avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, je voudrais remercier mes collègues. Je n'en ai que pour quelques instants.

Hier, lors du débat sur la politique étrangère et plus particulièrement sur les relations Nord-Sud, le premier ministre a déclaré:

A l'échelle du pays, on se rend compte depuis longtemps qu'il ne peut y avoir de liberté réelle si elle n'est pas généralisée. Si l'on empiète sur les droits fondamentaux de mon voisin, mes propres droits, ma sécurité et ma liberté sont inévitablement compromis. Il n'est pas difficile d'admettre cette vérité et son incidence dans son propre pays.

Nous éprouvons plus de difficulté à trouver une réponse moderne à une question vieille comme le monde: qui faut-il considérer comme son voisin? Est-ce la femme qui est à la recherche de nourriture dans les rues d'un bidonville d'Asie? Est-ce l'homme qui est en prison à cause de ses activités syndicales en Amérique du Sud?

Peut-être au Guatemala, ou encore au Salvador! Le premier ministre a ensuite ajouté ceci:

Et les enfants qui se sauvent en entendant les coups de feu dans les rues de Beyrouth?

Si nous, les peuples du Nord, répondons oui, nous devons agir de concert pour entretenir la flamme de l'espoir. Si nous répondons non, il sont perdus, et nous aussi.

Je voudrais préciser, au nom de mes collègues, monsieur l'Orateur, et de bien d'autres sans aucun doute, que je partage les sentiments du premier ministre. Je voudrais ajouter en outre qu'il est très facile de faire de pareilles déclarations; il est également facile d'y souscrire. Toutefois, ce qui compte dans les affaires humaines, c'est l'action, et non pas les belles paroles.

Au cours de son exposé, le premier ministre a exhorté les chefs d'État à adopter une nouvelle attitude. Son appel n'aura été entendu que s'il engendre l'action. Cette action doit être hardie et originale. Elle doit écarter certains de nos principes désuets, comme l'habitude que nous avons de toujours emboîter le pas aux Américains, même lorsqu'ils sont bel et bien dans l'erreur.